

Pour tenir compte de ces variations, certains éléments du contexte de la crise seront examinés en deux temps, puisque l'on envisagera d'une part le cas des pays en voie de développement à revenu intermédiaire et d'autre part, celui des pays en voie de développement les plus pauvres. La démarcation entre ces deux groupes a souvent fluctué au gré de la conjoncture, surtout depuis que les banques commerciales ont progressivement augmenté leurs prêts aux pays de la deuxième catégorie.

Les pays en voie de développement à revenu intermédiaire

Les prêts des banques commerciales aux pays du Tiers monde ont connu une très forte augmentation au cours des années soixante-dix. Contrairement à une opinion répandue, cette hausse n'était pas liée au départ à l'augmentation soudaine des prix du pétrole de l'OPEP en 1973-1974, mais plutôt à l'envol du prix des produits de base en 1972-1973. Et les prêts bancaires semblent avoir suivi une courbe semblable en 1976-1978, également à la suite d'une hausse du prix des produits de base et avant le deuxième choc pétrolier de 1979.

Néanmoins, même s'il faut admettre que l'accroissement spectaculaire des prêts bancaires aux pays en voie de développement n'est pas directement lié aux mesures prises par le cartel pétrolier de l'OPEP après la guerre du Kippour de 1973, il ne fait aucun doute qu'à la suite de la hausse des prix du pétrole, de nombreux pays en voie de développement se sont mis à emprunter massivement. On a estimé qu'entre 1973 et 1982, les importations de pétrole ont coûté aux pays en voie de développement non exportateurs de pétrole un surplus de 260 milliards de dollars*. Pour éponger les importants déficits de leur balance des paiements, ces pays avaient donc un grand besoin de devises étrangères. Mais une fois épuisées les réserves accumulées pendant la hausse des prix des produits de base de 1972-1973, les pays en voie de développement du monde entier, spécialement ceux d'Amérique latine, se sont de plus en plus tournés vers les banques commerciales étrangères pour obtenir le financement extérieur dont ils avaient besoin.

De nombreux pays emprunteurs ont négligé cependant d'adhérer à des politiques monétaires et budgétaires prudentes. Alors qu'ils auraient dû favoriser l'épargne intérieure et les afflux de capitaux étrangers ou rapatriés, nombre d'entre eux ont adopté des politiques opposées, débouchant sur le contrôle des prix, l'octroi de subventions et des taux de change trop élevés. Ces mesures ne pouvaient qu'accroître la pression sur la balance des paiements, ce qui, par ricochet, a nécessité de nouveaux emprunts auprès des banques étrangères.

Compte tenu de la situation de l'époque, il était cependant facile pour les pays emprunteurs d'obtenir du crédit à bon marché. L'inflation augmentait alors généralement plus vite que les taux d'intérêt sur les emprunts. En fait, de 1973 à 1979, les taux d'intérêt réels ont été presque nuls, voire négatifs dans certains cas. Ce phénomène, associé à la chute du dollar, a rendu les emprunts avantageux et il

* William R. Cline, *International Debt: Systemic Risk and Policy Responses*. Le montant de 260 milliards de dollars ne comprend pas les frais d'intérêt courus sur les montants empruntés pour payer les importations annuelles de pétrole.